

47357

**NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**



**Distr.
GENERALE**

**E/CN.14/220
28 janvier 1963**

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963
Point 12 de l'ordre du jour provisoire**

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS REGIONALES DE 1962

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS REGIONALES DE 1962

1. Conformément à une recommandation de la deuxième Conférence des statisticiens africains qui s'est tenue en juin 1961, le Secrétaire exécutif a convoqué, en 1962, deux réunions sous-régionales des chefs des services statistiques des pays de l'Afrique de l'ouest et du nord pour leur permettre de passer en revue les programmes de formation de personnel statistique au plan national et au plan sous-régional. La réunion pour Afrique de l'ouest a eu lieu à Yaoundé, Cameroun, du 3 au 6 avril. Y ont participé des représentants de 14 pays d'Afrique^{1/} et de la France, de l'Office de statistique des Communautés européennes, du BIT, de la FAO, de l'OMS, du Secrétariat de la CEA, des directeurs de centres de formation et des experts de l'Assistance technique des Nations Unies directement intéressés par la formation statistique dans cette partie de l'Afrique. La réunion des chefs des services statistiques nord-africains s'est tenue à Khartoum du 3 au 5 décembre 1962. Y ont participé les représentants de sept pays africains^{2/} et de la FAO, ainsi que les directeurs des centres de formation de Rabat et d'Addis-Abéba et des membres du Secrétariat de la CEA.

2. Les pays qui s'intéressent à ces deux réunions avaient été invités à envoyer des représentants à l'une et à l'autre, c'est ainsi que le Maroc, la Tunisie et la Guinée ont été représentés d'abord à Yaoundé et, ensuite, à Khartoum.

3. A l'origine, on avait envisagé une réunion pour les chefs des services statistiques de l'Afrique de l'est comme pour ceux de l'Afrique de l'ouest et du nord; elle n'a pas été possible parce que quelques participants n'étaient pas libres et pour d'autres raisons également; pour suppléer, un membre de la Division de la statistique de la CEA a fait une tournée de visites dans l'est-africain afin d'étudier les questions se rapportant à la formation de personnel statistique et d'entreprendre d'autres tâches.

^{1/} Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Léopoldville, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Haute Volta, Mali, Maroc, Nigéria, Sénégal, Togo, Tunisie.

^{2/} Ethiopie, Guinée, Libye, Maroc, RAU, Soudan, Tunisie.

4. Le document E/CN.14/224 décrit les centres de formation statistique nationaux et sous-régionaux créés en Afrique depuis deux ans. Aux deux réunions de Yaoundé et de Khartoum, les débats ont essentiellement porté sur des questions se rapportant à ces centres, en particulier sur les niveaux de formation, les conditions d'admission, les programmes et la délivrance des certificats. Les conclusions de ces débats sont résumées ci-après.

5. Tous les participants ont exprimé leur satisfaction pour la création des centres de formation statistique d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), d'Achimota (Ghana), d'Addis-Abéba (Ethiopie), et de Yaoundé pour satisfaire aux besoins de formation de personnel des cadres intermédiaires par des solutions régionales. Ils ont convenu que ces centres devraient continuer à fonctionner pendant quelques années tout au moins et que les moyens de formation devraient, autant que possible, être élargis. La RAU et la Nigéria ont créé de nouveaux moyens de formation en cours d'emploi pour former localement de nombreux effectifs, afin de faire face aux besoins pressants qui sont les leurs. Le représentant de la Tunisie à la réunion de Khartoum a annoncé que son Gouvernement se propose de créer à Tunis, en 1963, un centre de formation statistique de niveau intermédiaire.

6. On a spécialement insisté, tant à Yaoundé qu'à Khartoum, sur les qualifications de base nécessaires pour être admis dans ces centres. Les participants ont été d'avis que, pour que les centres de formation fonctionnent dans de bonnes conditions, les candidats à admettre doivent avoir un minimum de connaissances générales et que ces connaissances doivent présenter une certaine homogénéité. Le groupe de Yaoundé a par conséquent estimé essentiel que chaque centre organise un examen d'entrée portant sur les connaissances mathématiques et linguistiques du niveau approprié. Toutefois le groupe de Khartoum a estimé que le système actuel de sélection (pour le centre d'Addis-Abéba), par éliminations décidées localement, est satisfaisant. Quelques participants ont souligné combien il était important d'organiser des cours préparatoires dans les divers services statistiques pour préparer les membres du personnel local au point de vue des connaissances linguistiques et mathématiques avant leur admission dans un centre régional. Cela serait particulièrement utile en Libye car,

comme l'a déclaré son représentant, ce pays éprouve des difficultés à utiliser pleinement le centre d'Addis-Abéba par suite du manque de personnel libyen parlant anglais. On a également suggéré une autre solution qui consisterait, pour la Libye, à examiner la possibilité d'une aide bilatérale pour faire donner au personnel une formation en langue arabe dans la RAU.

7. Conformément aux recommandations de la deuxième Conférence des statisticiens africains, on a uniformisé au maximum les programmes d'étude des différents centres de formation, surtout en ce qui concerne les mathématiques et les méthodes statistiques. Les centres d'Abidjan et de Yaoundé ont des programmes très proches l'un de l'autre et ceux d'Achimota, de Lagos et d'Addis-Abéba se ressemblent beaucoup. Des réunions annuelles des directeurs des centres de formation ont été recommandées en tant que moyen fécond de coordonner d'une façon plus approfondie les normes appliquées dans les différents centres. Il a été convenu aussi que des examens écrits portant sur les mathématiques et les méthodes statistiques auront lieu dans les centres de formation de niveau moyen bénéficiant de l'aide des Nations Unies (Achimota, Addis-Abéba et Yaoundé) sous le contrôle direct de la CEA. Il a été suggéré que les mêmes dispositions pourraient être prises dans les centres nationaux.

8. On a généralement estimé satisfaisants les programmes d'étude existants. Toutefois les participants ont recommandé à l'unanimité, dans les deux réunions, que les exercices de formation dans ces centres soient orientés rigoureusement vers des fins pratiques: les exemples employés et les travaux pratiques exécutés devraient se rapporter aux pays desservis par chaque centre.

9. Les participants se sont déclarés favorables à la délivrance de certificats aux stagiaires à la fin de la période de formation dans ces centres. Les certificats délivrés par les centres d'Addis-Abeba, Achimota et Yaoundé seront officiellement reconnus par les Nations Unies et devraient l'être également par les institutions qui accordent des bourses et par les Commissions d'examen des pays intéressés.

10. Le groupe de Yaoundé a souligné qu'il importait, pour tous les pays desservis par les centres, de reconnaître dans leurs règlements de la fonction publique les certificats ainsi délivrés pour faciliter le recrutement des

stagiaires à leur sortie des centres et pour garder les services des anciens stagiaires qui ont obtenu ces certificats. A cet égard, les débats ont montré que dans de nombreux pays, à peu près le seul titre figurant dans les règlements qui déterminent les barèmes des traitements du personnel statistique est le Brevet élémentaire (GCE Ordinary Level) ou son équivalent. Le Groupe a recommandé que les certificats de fin d'étude des centres de formation statistique pour assistants statisticiens soient considérés comme équivalant à une année de formation générale après le Brevet élémentaire.

11. Les participants aux deux réunions ont souligné avec insistance la nécessité d'un effort soutenu pour former des statisticiens du niveau universitaire afin de fournir aux services nationaux de statistique un personnel suffisant pour remplir les postes de contrôle. Comme certains problèmes sont particuliers à l'Afrique, il a été jugé souhaitable que la formation des statisticiens africains soit assurée en Afrique même. Il a été recommandé également qu'au lieu de créer des centres provisoires fonctionnant avec les "moyens du bord", les pays coopèrent pour établir des institutions permanentes capables de donner une formation adaptée aux conditions africaines.

12. Les deux groupes ont noté avec grand intérêt les progrès déjà faits à cet égard. Un centre fonctionne actuellement à Rabat pour la formation de statisticiens débutants et il bénéficie de l'aide des Nations Unies. Des bourses ont été mises à la disposition de candidats de langue française venant de pays autres que le Maroc pour leur permettre de s'inscrire à ce centre. Un centre semblable s'ouvrira prochainement à Abidjan. La RAU a annoncé la réouverture de l'Institut de recherche et d'études statistiques (Statistical Research and Studies Institute) qui avait été fermé précédemment. Cet Institut offre des cours avancés de théorie et de pratique statistiques et sera ouvert également aux étudiants d'autres pays. Un Institut de statistique a également été créé récemment au Ghana. Des cours de statistique ont été inclus dans les programmes des universités de la RAU, de Dakar et du Sierra Leone. Le groupe de Yaoundé a ensuite accueilli avec satisfaction l'annonce de la création d'un Centre de formation statistique et d'études économiques appliquées pour pays en voie de développement, dans le cadre de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique de Paris.

13. Le groupe de Yaoundé a toutefois estimé nécessaire d'appeler l'attention des gouvernements intéressés sur les difficultés qui naîtraient de la création simultanée de deux centres de formation de statisticiens débutants en Afrique de l'ouest. On risque, au cours des prochaines années, de voir le bon fonctionnement de ces centres souffrir du manque de professeurs et de la pénurie de candidats du niveau requis. Conformément aux recommandations de la deuxième Conférence des statisticiens africains, le groupe a exprimé l'espoir que des consultations auraient lieu entre les pays d'accueil en vue d'assurer, du moins à titre transitoire, une concentration efficace des moyens. Le Secrétariat de la CEA a été prié de prêter son concours pour faciliter ces consultations.

14. Le groupe a aussi insisté sur la nécessité de maintenir le niveau des examens d'entrée dans les centres de formation pour statisticiens débutants afin d'assurer la qualité de l'enseignement. Il a été admis toutefois que, pour les pays qui commencent seulement à s'intéresser aux questions statistiques, les conditions d'admission et les dispositions concernant la formation pourraient être modifiées.

15. Les participants à la réunion de Khartoum ont souligné qu'il était besoin de développer les moyens de formation du personnel supérieur dans la région africaine et ont demandé avec insistance l'aide des Nations Unies pour l'octroi de bourses à cette fin.

16. La question de la formation statistique au Kenya, en Ouganda et au Tanganyika se présente un peu autrement que dans le reste de l'Afrique, surtout en ce qui concerne le personnel intermédiaire. Dans ces pays, on compte en effet sur la formation à temps partiel en cours d'emploi plutôt que sur la formation à temps complet dans des centres du genre de ceux qui ont été créés dans d'autres parties du continent. Cela provient d'une part de ce qu'on met l'accent sur la nécessité de donner aux stagiaires toute l'expérience pratique possible et d'autre part de la difficulté de libérer le personnel de ses occupations courantes. L'expérience a montré que cette méthode est efficace à condition que le nombre d'heures d'enseignement proprement dit soit suffisant mais il faut reconnaître qu'elle est relativement coûteuse.

17. Il faudrait aussi remarquer que dans l'Afrique de l'est, on fait grand cas des examens du Institute of Statisticians de Londres (Institut des statisticiens) et que ceux-ci servent couramment de base pour déterminer les droits à promotion. Ce système présente l'avantage d'offrir des normes facilement reconnaissables et de permettre une série d'examens grâce auxquels le jeune employé peut avec le temps devenir "cadre". Toutefois, il n'est pas exactement en accord avec le sentiment généralement exprimé qu'il faudrait des cours spéciaux et des qualifications qui correspondent étroitement aux conditions prévalant en Afrique.

18. Au Tanganyika, le premier cours de neuf mois pour la formation de six assistants statisticiens prendra fin en février 1963. Ces agents subiront un examen localement à la fin du cours et, passeront, en juin 1963, le Registered Statistical Assistant examination de l'Institut des statisticiens. Il sera nécessaire d'organiser au moins un autre cours pour répondre aux besoins immédiats en assistants statisticiens du Tanganyika. Un fonctionnaire instructeur des Nations Unies engagé pour cette tâche au titre du Programme élargi d'Assistance technique aide également à préparer les étudiants en vue de l'examen du niveau supérieur de l'Institut des statisticiens de Londres.

19. En Ouganda, la formation statistique est poussée à un rythme aussi rapide que possible pour répondre aux besoins du programme d'africanisation accélérée. Actuellement, dix fonctionnaires se préparent pour l'examen du Registered Statistical Assistant et trois autres pour l'Intermediate examination de l'Institut des statisticiens (examen de contrôle). Ceci a lieu sans aucune aide extérieure. A partir de septembre 1963, on estime que huit fonctionnaires environ se prépareront pour l'examen de contrôle et lorsqu'ils auront atteint ce stade, on espère recevoir le concours d'un fonctionnaire des Nations Unies chargé de la formation.

20. Des cours de formation en cours d'emploi sont donnés au Kenya avec le concours du Département statistique de l'Afrique Orientale; ils n'utilisent pour le moment que les ressources disponibles localement.

21. En Rhodésie, des plans préliminaires sont à l'étude pour le développement de la formation de personnel intermédiaire et il est possible que par la suite un centre à temps complet soit établi pour desservir aussi les pays limitrophes. Toutefois, il est encore difficile pour le moment de susciter la candidature de stagiaires ayant la formation secondaire requise pour les postes subalternes.

22. La formation pour le final examination (Examen de fin d'étude) de l'Institut des statisticiens aux qualifications d'un autre niveau en statistique est encore essentiellement donnée hors d'Afrique, quoique, dans quelques pays, la préparation pour la première partie soit assurée localement. On espère que de nouveaux moyens de formation seront créés au Makerere College de Kampala (Ouganda) et des plans sont en préparation pour la création d'un département statistique au Collège universitaire de Rhodésie.

- - - - -